

Monsieur le Bourgmestre-Président donne la parole à G. BORDONARO dans le cadre de la motion du groupe « PTB ».

De heer burgemeester-voorzitter geeft het woord aan G. BORDONARO in het kader van de motie van de groep "PTB-PVDA".

G. BORDONARO dit qu'aujourd'hui est un jour historique car on n'a encore jamais vu le quartier de Cureghem se mobiliser à ce point devant le Conseil communal afin de l'entendre et de l'écouter. Il félicite les habitants et les remercie car la démocratie commence aujourd'hui, les citoyens ont dû venir et interpeller, se mobiliser en masse pour enfin être écoutés.

Cela fait depuis le mois de février que les gens demandent à être écoutés. Ils n'ont pas été informés du plan apaisé. En juin, le groupe « PTB » a fait une interpellation à laquelle on répondit qu'il mentait car il y a bien eu une concertation. Mais c'est faux, il n'y a pas eu de concertation ! Ce plan a été imposé ! Le Conseil communal n'a pas pu voter ce plan car c'est soi-disant une phase-test pour une durée d'un an, coûtant quatre millions d'euros, c'est beaucoup d'argent.

Le Collège a tenu des séances d'information au mois de juin et à la veille de l'instauration du plan. G. BORDONARO a participé aux séances d'informations et a pu voir le mépris et l'arrogance vis-à-vis des citoyens présents ; c'est intolérable !

Lors de son interpellation au mois de juin, G. BORDONARO a prévenu le Collège en disant que le plan se déroulerait mal, qu'il y aurait une résistance et une énorme opposition face au plan ; aujourd'hui on voit le résultat ! Les gens veulent-ils un quartier apaisé ? Oui, mais alors avec plus de sécurité, plus de propreté et moins de nuisances sonores, un quartier avec des parcs publics corrects et pas des terrains avec de l'herbe et quelques bancs cassés.

Le Collège vante aujourd'hui le plan apaisé, mais il n'est pas capable de prendre la situation en main et d'installer des espaces publics de qualité. Place Jorez, il n'y a même pas une plaine de jeux pour les enfants, mais on pense cependant à faire des « placettes », une extension de la place Jorez sur la rue de la Clinique. Préoccupons-nous avant tout des espaces publics déjà existants aujourd'hui.

Au niveau de la circulation, c'est le chaos total. Ce week-end G. BORDONARO a eu le malheur de dévier de la rue Bara pour emprunter la rue Eloy. Il est resté piégé et ne savait plus comment sortir de la situation. Il a été contraint à prendre un sens interdit car il n'était pas possible de faire autrement. Il y a tellement de problèmes notamment pour les ambulances, la police qui est aussi contre ce plan, les services d'urgence ; c'est une catastrophe.

Il faut comprendre que certaines personnes n'ont pas d'alternative à la voiture : elles ont des enfants en âge scolaire ou de crèche, elles doivent faire des grosses courses, Des gens travaillent très tôt le matin, d'autres tard le soir comme les petits indépendants. Lorsqu'on voit la qualité des transports en commun d'aujourd'hui, il est clair que l'offre est insuffisante. Le soir ou les week-ends, il y a des bus ou des métros, toutes les 10 voire 15 minutes, cela n'est pas concevable. Mais, d'un autre côté, on

pousse les gens à ne pas prendre la voiture, cela au profit d'autres alternatives. Il n'y en a tout simplement pas ! La mobilité ne répond pas à une grande partie des travailleurs et de la population. Une dame disait « *Quelle est la stratégie du Collège avec ce plan ?* ». Le groupe « PTB » a une hypothèse, la Commune avec la Région ont la volonté de changer le quartier et de changer Bruxelles. Ce qu'ils veulent, c'est changer la population : « *que toutes ces personnes avec leur voitures et mécontentes partent de Bruxelles* », c'est ça le message. Les loyers augmentent et ceux qui ne savent pas payer, quittent Bruxelles. Et en matière de collecte des déchets, nous allons passer à une collecte au lieu de deux par semaine. On veut des personnes qui ne génèrent pas de déchets. On essaie là aussi d'imposer cela dans la Région et tous ceux qui ne répondent pas à ce modèle on leur dit « *au revoir* » ! Nous devons dénoncer ceci avec force et le groupe « PTB » est totalement contre cette vision élitiste de Bruxelles.

Le groupe « PTB » a déposé une motion demandant deux choses : 1) arrêter le plan apaisé « Good Move » à Cureghem ; 2) demander à la Région et au Fédéral des transports en commun plus efficaces ; qu'on avance avec le RER, que l'on diminue les tarifs de la « SNCB », qu'on développe des lignes plus efficaces pour aider les personnes à se déplacer autrement qu'avec la voiture.

Il encourage les habitants à continuer leur mobilisation car ce n'est qu'ainsi que les choses changeront. Il pense qu'il est possible d'arrêter ce projet.

L. MOSTEFA donne lecture du texte suivant :

L. MOSTEFA geeft lezing van de volgende tekst :

Au nom du groupe « PS-Vooruit-Les Engagés », je souhaite d'abord vous dire combien nous sommes attentifs à l'émotion exprimée par les riverains. Pour avoir véritablement multiplié les contacts tant avec des habitants qu'avec des commerçants et autres usagers du quartier, nous pouvons vous confirmer que les attentes sont grandes vis-à-vis des pouvoirs publics. Trop longtemps, toutes ces personnes se sont senties abandonnées ou non considérées comme membre à part entière de la communauté anderlechtoise. Le simple fait que ces pères et mères de famille, que ces jeunes et moins jeunes habitants du quartier se lèvent démocratiquement pour exiger davantage de qualité de vie dans leur quartier est pour nous le début d'un véritable renouveau. Aujourd'hui, à l'occasion de toute cette mobilisation citoyenne active depuis plusieurs mois, on peut affirmer haut et fort que Cureghem est à nouveau en mesure de faire entendre sa voix de manière démocratique et constructive. Merci donc à ces personnes pour leur implication dans l'avenir de leur quartier.

Chers Collègues, l'émotion exprimée ce soir concerne d'abord le plan de mobilité mis en œuvre depuis le début de l'été. Il s'agit donc réellement d'un plan mis en place pour une période de test et qui doit faire l'objet d'un processus d'évaluation indépendant et objectif. En d'autres mots, si tout ou en partie de ce plan communal génère plus de problèmes qu'il n'apporte de solution, il faudra le revoir en profondeur. C'est l'engagement formel qui semble avoir constitué l'accord politique au sein du Collège.

Dans ce contexte, les élus socialistes et humanistes souhaitent clairement que les habitants et autres usagers du quartier puissent être étroitement associés à ce processus continu d'évaluation. Nous souhaiterions entendre le Collège sur le sujet.

Plus généralement, nous avons pris bonne note du fait que les autorités communales avaient décidé de lancer ce contrat local de mobilité en ce début d'été sous forme de période de test, comme je viens de le rappeler. Cependant, en parallèle et de manière cavalière, nous avons constaté que la Région avait également choisi cette période estivale pour mettre en œuvre des changements profonds dans l'organisation de la circulation près de la gare du Midi, dans le quartier de la rue des Deux Gares, de la rue Bara et de la rue Kuborn. Il y a eu de grands manquements au niveau de la signalisation de ces changements.

Cela aurait d'ailleurs nécessité l'envoi d'un courrier formel auprès de la Région. Tout ceci a grandement participé à semer le trouble auprès des habitants et de certains membres des services de secours avec lesquels j'ai pu m'entretenir.

Pour exprimer le fond de notre pensée vis-à-vis de cette initiative unilatérale de la Région, je vous dirais que si l'on voulait rajouter de la confusion à la confusion, on n'aurait pas procédé autrement.

On met en péril l'adhésion de la population à tous ces projets visant leur bien-être.

Dès lors, Mesdames, Messieurs les membres du Collège, pouvez-vous nous confirmer que le volet « surprise » et régional de ce nouveau plan de mobilité sera soumis, oui ou non, à une évaluation et adapté si nécessaire ?

Par ailleurs, nous vous demandons au nom du Conseil communal :

- Que le Collège puisse procéder, dans les plus brefs délais, aux modifications du nouveau plan de circulation tenant compte des premières observations ;
- D'améliorer l'esthétique des matériaux utilisés pour la phase-test ;
- De demander à la Région de modifier, sans délais, les interventions réalisées sur la rue Bara, la rue des Deux Gares et la rue de France (et aux carrefours avec les rues Docteur Kuborn, Charles Parenté et des Vétérinaires, afin de fluidifier le trafic en bord de maille).

A ce moment, le public présent en nombre dans la salle crie « Moratoire. Moratoire » avec véhémence, comme il l'avait déjà fait plus discrètement peu auparavant !

Op dit moment schreeuwt het in groten getale aanwezige publiek "Moratorium. Moratorium" heftig, terwijl het kort daarvoor al stiller had gedaan!

Pour conclure, je souhaite au nom du groupe « PS-Vooruit-Les Engagés » redire combien nous sommes sensibles aux messages, souvent de détresse, envoyés par les riverains de Cureghem.

Au-delà des importants enjeux de mobilité que ce projet prendra en compte, nos concitoyens réclament surtout un travail, fort et déterminé, en matière de lutte contre

la malpropreté, les nuisances telles que tapages et autres et l'insécurité des familles à Cureghem.

Cela doit être le cœur de l'action des autorités communales pour les semaines et mois à venir.

C'est là aussi et surtout que les services publics sont attendus.

Les citoyens continuent à manifester leur mécontentement verbalement et gestuellement. L'ambiance s'échauffe un peu plus, Monsieur le Bourgmestre-Président rappelle les conseillers et le public au calme et les invite à respecter l'enceinte démocratique dans laquelle ils se trouvent. Il comprend toutefois la désapprobation du public.

De burgers blijven hun ongenoegen verbaal en gebarend tonen. De sfeer werd verhit en de burgemeester-voorzitter maant de leden en het publiek tot kalmte en verzoekt hen de democratische instelling waarin zij zitten te respecteren. Hij begrijpt echter wel de afkeuring van het publiek.

S. SEDDOUK donne lecture du texte suivant :

S. SEDDOUK geeft lezing van de volgende tekst:

Je suis arrivée à Cureghem à l'âge de 2 ans et j'y ai vécu toute ma vie, j'y vis encore. J'ai vu, et je continue à voir les difficultés, les problèmes grandissants auxquels les habitants de Cureghem sont confrontés tous les jours et je partage certains de leurs points de vues.

Ces blessures, cet abandon, que vous vivez au quotidien, ne datent pas d'hier. L'ayant aussi vécu, cela a été pour moi le moteur de mon engagement auprès de vous, mais aussi auprès de l'ensemble de la population Anderlechtoise. Vos voix, nos voix, comptent. Ce plan local de mobilité vous a permis de vous mobiliser, de construire vos stratégies, de mettre sur pied des collectifs de quartier, de nous interpeller sur vos maux existants mais aussi vos besoins, demandes et souhaits. Notre groupe vous remercie pour cela.

Ce plan, est bien loin d'être parfait et prend du temps à être mis en place, nous n'allons pas le cacher. Il doit aussi être évalué. Mais sachez que le fond de ce projet ne vise pas à mettre en place un projet éco-libéral, de remplacer les voitures par les vélos, mais bien de permettre une amélioration du bien-être des habitants et des habitantes. Effectivement, la méthodologie employée laisse à désirer. Je pense réellement que rien n'est perdu si, aujourd'hui encore, vous nous redonnez votre confiance pour collaborer ensemble, et j'insiste sur ce mot « ensemble ». Ce n'est pas nous dans notre coin, c'est nous et vous, ensemble. Ce Conseil communal est bien là et mes collègues ne me contrediront pas, nous sommes présents, actifs pour entendre vos doléances et nous serons attentifs de garder l'âme de Cureghem comme elle doit l'être. Nulle envie de gentrifier ce quartier. Encore une fois, au contraire, nous souhaitons améliorer la qualité de vie de ses habitants et habitantes avec des espaces

verts, avec des espaces de jeu et dédiés aux familles mais pas seulement. Tout cela reste à venir si vous laissez encore une chance à ce projet. Nous nous engageons à le faire avec vous. En tous cas, pour notre groupe, c'est notre envie et notre motivation.

Crescendo, les citoyens manifestent une nouvelle fois leur mécontentement auquel Monsieur le Bourgmestre-Président répond que le débat démocratique doit se faire dans le calme. Il demande de respecter les orateurs. S. SEDDOUK tente de poursuivre sa lecture que le public conspue ardemment. S'élèvent alors à répétition les mots « Suzanne, démission – PS et Ecolo complices », que reprennent en cœur les manifestants restés à l'extérieur de la Maison communale. Le chahut dure une minute. L. MOSTEFA se lève brusquement, quitte sa place et se dirige vers la sortie de la salle du Conseil. Au passage, il donne un coup de pied dans un sac, un verre est brisé. La salle est prise de stupeur. L'atmosphère est électrique, tous crient et se révoltent.

Crescendo uitten de burgers opnieuw hun ongenoegen, waarop de burgemeester-voorzitter antwoordt dat het democratisch debat op een rustige manier moet worden gevoerd en hij vraagt de sprekers te respecteren. S. SEDDOUK probeert haar lezing voort te zetten, wat het publiek vurig veroordeelt. Vervolgens, worden de woorden "Suzanne, neem ontslag - PS en Ecolo medeplichtig" herhaald en de demonstranten die buiten het gemeentehuis waren gebleven, roepen hetzelfde. Het tumult duurt een minuut. L. MOSTEFA staat ineens op, verlaat zijn stoel en loopt naar de uitgang van de raadszaal. Hij schopt een tas en een glas wordt hierdoor gebroken. De zaal is verbaasd. De sfeer is elektrisch, iedereen schreeuwt en komt in opstand.

G. VAN GOIDSENHOVEN clame « *Il s'est passé quelque chose ici. On n'a jamais vu ça !* ».

G. BORDONARO ajoute qu'un verre a été brisé et que cela aurait pu blesser des personnes.

C. DIEELIS, s'adressant avec force à Monsieur le Bourgmestre-Président, dit que ce que l'on vient de voir est scandaleux ! Cela fait 17 ans qu'il siège au Conseil communal et il ne comprend pas que l'on puisse cautionner ce que l'on vient de voir. Il ne reprend pas politiquement le débat, car le groupe « MR » s'est déjà exprimé, mais ce que l'on vient de voir, en 17 ans de fonction, il ne l'a jamais vu ! Si le Bourgmestre-Président souhaite faire des mesures d'ordre contre quelqu'un, qu'il commence par le chef de groupe « PS-Vooruit » ! Il dit que les forces de police sont présentes juste à l'entrée de la salle et qu'il faut dénoncer ce à quoi on vient d'assister, même si c'est un ami du groupe du Bourgmestre-Président ! C'est un scandale !

G. BORDONARO demande une suspension de la séance car cela ne va vraiment pas. Un verre a été brisé, des enfants sont présents dans le public, le geste agressif qui a eu lieu est inacceptable.

Comme un seul homme, le groupe « PTB » se lève et quitte la salle pour un moment.

De "PTB" groep staat als één man op en verlaat even de zaal.

G. VAN GOIDSENHOVEN s'écrie que c'est une honte, qu'on lève la séance, que cela suffit. Le Collège doit prendre ses responsabilités, la démocratie ce n'est pas ce qui se passe ce soir ! Nous partons tous et débrouillez-vous ! Prenez vos responsabilités.

Comme un seul homme, le groupe « MR » se lève et quitte la salle pour un moment.

De "MR" groep staat, als één man, op en verlaat even de zaal.

Monsieur le Bourgmestre-Président propose d'écouter la réponse du Collège.

G. VAN GOIDSENHOVEN réplique qu'on connaît la réponse du Collège, c'est « aller vous faire... ».

Le public réagit nerveusement en criant répétitivement « Suzanne démission ! ». Le chahut du moment est indescriptible et tel qu'il n'est plus possible d'entendre ce qui se dit dans la salle. Les bancs de l'opposition sont vides.

Het publiek reageert nerveus door herhaaldelijk "Suzanne neem ontslag!" te roepen. Het tumult is op dit moment onbeschrijfelijk en zodanig dat het niet meer mogelijk is te horen wat er in de zaal wordt gezegd. De banken van de oppositie staan leeg.

Madame l'Echevine MÜLLER-HÜBSCH donne lecture de la réponse suivante :

Mevrouw de Schepen MÜLLER-HÜBSCH geeft lezing van de volgende tekst:

Je vous remercie Mesdames et Messieurs pour votre interpellation.

Tout d'abord, il me semble important de vous dire que je vous ai écouté tout au long de votre interpellation. Chaque mot, chaque phrase prononcée a été entendue. Si à un moment donné, dans les échanges que nous avons pu avoir, que ce soit lors des réunions informatives, ou par e-mail ou tout simplement à travers un bref contact, vous avez pu, même un instant, penser que vos paroles, vos avis, ne comptaient pas pour moi, je vous prie de m'excuser sincèrement.

M'excuser oui, car mon intention depuis le jour où j'ai pris cette lourde responsabilité de vous représenter en tant qu'Echevine, autorité publique, ici à Anderlecht, oui cette intention, et j'insiste, a toujours été que chaque personne senior, jeune adulte, enfant, ait toute sa place dans notre commune. Sachez que depuis de nombreuses années, ce qui m'anime c'est de pouvoir travailler pour un meilleur, un meilleur Anderlecht, une meilleure mobilité à Anderlecht.

Lorsque des femmes, des enfants, me disent qu'ils sont souvent en danger lorsqu'ils ou elles circulent entre leur travail, leur école, leur domicile, j'ai profondément envie de

pouvoir travailler main dans la main avec l'administration pour améliorer d'une part leur sécurité mais surtout de pouvoir proposer une meilleure qualité de vie.

Des endroits pour toutes et tous, où il fait bon vivre et respirer et c'est ainsi que prendre la responsabilité de la mobilité dans la commune, me semblait faire partie d'un levier qui permettrait de créer cette société plus juste, plus durable.

Cureghem est vraiment le quartier qui bénéficiait de très peu d'espaces verts, d'espaces publics de qualité où tout un chacun puisse s'y promener et circuler.

C'est ainsi que j'ai trouvé des financements afin d'améliorer le bien-être des Cureghemois. J'ai essayé de développer une approche participative afin de pouvoir co-construire ce nouveau plan de circulation et, oui, cette participation n'a sans aucun doute pas été optimale et j'en suis désolée.

Je le remarque depuis le début, il est tellement difficile d'atteindre toutes les personnes durant le processus participatif que nous essayons d'organiser. Mais ces derniers mois, je me rends compte, et je vous remercie pour cela, que vous vous êtes mobilisés pour me dire qu'une partie importante des Cureghemois n'ont pas pu participer à la création de ce plan. Vous vous êtes, à présent, constitués en collectif.

Je trouve positif que vous soyez là aujourd'hui, ici avec nous, prêts à développer une dynamique citoyenne pour que nous puissions travailler ensemble, rue après rue.

Concrètement, le plan est actuellement en phase-test. Cela veut dire que nous pouvons et nous devons adapter des choses pendant cette phase-test. C'est à cela que sert une phase-test. L'objectif est tout à fait de savoir à la fin de cette phase si cela fonctionne ou pas. Et, tout à fait, nous voyons déjà aujourd'hui que nous devons changer et améliorer ce projet.

Mécontent, le public interrompt la réponse de Madame l'Echevine MÜLLER-HÜBSCH et l'invective à nouveau.

Het publiek is ontevreden en onderbreekt het antwoord van mevrouw de schepen MÜLLER-HÜBSCH en beledigt haar opnieuw.

Monsieur le Bourgmestre-Président dit qu'il sera obligé de faire évacuer la salle si la situation ne se calme pas, évacuation dont il n'a pas envie. Il propose d'écouter la fin de la réponse de l'Echevine. Il complètera à la suite avec sa réponse.

Madame l'Echevine MÜLLER-HÜBSCH continue sa lecture :

Mevrouw de schepen MÜLLER-HÜBSCH leest verder :

Voici un exemple concret : nous constatons une augmentation du trafic et surtout de la vitesse dans la rue du Compas. Ici, nous sommes déjà en train de revoir le plan jusqu'au moment où l'on trouvera une solution. Le filtre prévu sur la place Lemmens reste ouvert car il constitue actuellement un accès au quartier. Un autre exemple, la

circulation à la rue Bara, à la rue des Deux Gares et à la rue de France : les bus freinent le trafic en s'arrêtant en pleine rue, ils ont besoin de leur propre zone d'arrêt ; de même les commerçants de la rue doivent pouvoir organiser leurs livraisons avec des zones de livraison. Nous sommes déjà en train d'améliorer des choses dans ce plan. La phase-test prévoit la possibilité d'adapter.

Concernant les prochaines étapes, une première évaluation de ce projet sera organisée au mois de décembre, beaucoup plus vite que prévu. Cela nous donne la possibilité d'avoir une meilleure vue sur les changements et adaptations que nous faisons aujourd'hui. Les résultats de cette évaluation seront présentés au mois de décembre. Je suis absolument d'accord avec les interpellants concernant les blocs de béton : ils ne sont pas du tout esthétiques. Ces blocs étaient toujours destinés à un usage temporaire et devraient être remplacés.

A ces mots, le public témoigne d'une vive émotion et d'une très forte réprobation, c'est le tumulte.

Bij deze woorden toont het publiek grote emotie en afkeuring, en er is iets van een opstootje.

Monsieur le Bourgmestre-Président dit que, si cela continue de la sorte, il interrompra la séance et la seule chose qui aura été réussie, est que la démocratie aura été arrêtée à Anderlecht. Le débat était serein en écoutant l'interpellation des citoyens.

Le public demande d'arrêter le plan, de voter la motion. Des cris fusent de toutes parts.

Het publiek eist om het plan te stoppen, om over de motie te stemmen. Er wordt van alle kanten geschreeuwd.

Monsieur le Bourgmestre-Président propose de compléter la réponse de l'Echevine et demande aux interpellants de prendre place et d'essayer de clôturer ce débat en toute sérénité.

Madame l'échevine MÜLLER-HÜBSCH continue sa lecture :

Mevrouw de schepen MÜLLER-HÜBSCH leest verder :

Ces blocs étaient toujours destinés à un usage temporaire et devaient être remplacés dès que possible, par du matériel de qualité. Les différents projets participatifs y travaillent également. Le plus vite possible, nous allons remplacer ces blocs par un matériel plus qualitatif. Pour répondre à la question de la participation, pour rendre le travail plus transparent, nous inversons tout simplement l'organisation de la collaboration avec le quartier. Aux réunions bilatérales qui se font depuis des mois, presque tous les jours, nous ajoutons un comité des habitants. Un comité pour réunir

les différents représentants des habitants et associations, pour développer un cadre pour travailler collectivement. Ce groupe de travail est un moment fixe et continu et peut devenir une sorte de permanence. Nous allons aussi mettre en place un comité de suivi technique avec un représentant de chaque groupe du Conseil communal.

Le comité d'accompagnement va continuer de suivre ce projet. « Bruxelles-Mobilité », le service « Mobilité » de la Commune, la « STIB », « De Lijn », la police et le SIAMU, étaient présents à chaque étape du processus. Leurs commentaires ont toujours été pris en compte, surtout ceux de la police et du SIAMU. Nous constatons qu'il n'y a pas que des opposants au plan car nous recevons aussi beaucoup de messages, pétitions et autres, de la part de personnes qui sont contentes que des mesures soient enfin prises. Elles sont apparemment moins visibles en ce moment. Nous avons peut-être l'impression aujourd'hui que tout est difficile dans ce projet. Mais ce n'est pas le cas. Nous voyons déjà les premiers résultats, des changements positifs.

J'écoute toutes les opinions et propositions, surtout aussi les propositions constructives. Nous sommes quotidiennement en contact avec les habitants du quartier qui prennent le temps d'envoyer ou de nous expliquer sur place leurs analyses constructives. Cela nous aide énormément dans notre travail et elle remercie les citoyens pour le temps qu'ils consacrent à ces critiques constructives.

Nous prenons en compte chaque remarque dans l'analyse et l'amélioration.

Je vous le redis, je partage votre envie que Cureghem soit un exemple de quartier où chaque individu, quelle que soit son histoire, sa culture, sa valeur, se sente respecté, écouté, heureux de vivre dans son quartier en toute sécurité.

Enfin, ce soir, devant vous, je fais la promesse que je fais chaque matin, chaque jour quand mes trois enfants partent à l'école, que je ferai tout mon possible pour que nos routes soient plus sûres que ce soit à pied, à vélo, en voiture, en poussette, en chaise roulante ou en transport en commun.

Je sais qu'aujourd'hui je ne suis certainement pas toute seule. Lorsque je vous vois aussi, je sais que je ne vais pas y arriver toute seule. C'est avec vous que nous pouvons offrir un monde plus doux, plus paisible à nos enfants. Merci.

Les interpellants répondent et contestent la réponse de Madame l'Echevine MÜLLER-HÜBSCH.

De interpellanten antwoorden en betwisten het antwoord van mevrouw de schepen MÜLLER-HÜBSCH.

Le Bourgmestre-Président dit que les citoyens ont interpellé le Collège, que les groupes politiques se sont joints à l'interpellation, que le Collège répond maintenant, qu'il complètera cette réponse en tant que Bourgmestre et, après, il y a un droit de réplique. Il propose de s'en tenir aux règles de fonctionnement de la démocratie.

Monsieur le Bourgmestre-Président s'exprime :

De heer burgemeester-voorzitter neemt het woord :

Mesdames et messieurs, après le début de cette discussion je m'apprêtais à me réjouir de l'excellente teneur du débat et de finalement l'écoute des uns et des autres par rapport aux arguments qui ont pu être développés par les citoyens et par les membres du Conseil.

Malheureusement, je ne peux que le regretter, le débat a dérapé et nous terminons dans un contexte qui n'est pas du tout favorable et qui ne peut certainement pas faire honneur à cette enceinte. Je souhaite dire, malgré tout, en réponse à ce qui a pu être dit, que je pense qu'il faut faire preuve d'humilité. Le Collège doit lui aussi évidemment faire preuve d'humilité. Lorsqu'un plan, quel qu'il soit, suscite un tel scepticisme, même si comme bien souvent il y a des avis différents et parfois fortement tranchés, il y a forcément une faille dans la communication, un accompagnement de sa mise en œuvre qui a été défaillant. Je pense que l'Echevine a eu l'honnêteté de le reconnaître.

En parlant d'humilité, il faudra aussi évaluer, du côté du Collège, avec courage et sans tabou les effets concrets du plan. Voir ce qui a fonctionné et, le cas échéant, avoir le courage de faire marche arrière.

Nous avons parlé de faute et de faille de communication, mais peut-être avons-nous principalement failli d'expliquer les objectifs de ce plan car ils sont dans notre chef tout à fait louables même s'ils ont été mal expliqués. Je ne connais aucune majorité au monde qui prenne du plaisir à embêter les citoyens. Je souhaite redire quels étaient ces objectifs principaux.

Le quartier de Cureghem est un des plus pollués de Bruxelles, de par sa densité, de par sa proximité avec le centre de Bruxelles. Les récentes études, les analyses faites dans toutes les maisons, chez certains citoyens, l'ont bien montré.

Le fait que le quartier de Cureghem soit un des plus pollués de Bruxelles pénalise la santé de ses habitants, surtout des plus fragilisés d'entre eux, les enfants.

J'ai souvent entendu ces dernières semaines la question « pourquoi commencer par Cureghem » ? Ma réponse était simple : parce que les habitants de Cureghem sont précarisés et qu'ils ont aussi, même plus que d'autres, droit à la santé. Je ne veux pas de double peine, les habitants de Cureghem ne doivent pas souffrir, à la fois de la précarité et de revenus inférieurs à la moyenne nationale et, en plus d'une mauvaise santé. Le moyen pour améliorer la santé est de diminuer cette pollution ambiante, en évitant évidemment le trafic de transit qui ne fait que traverser Cureghem. Tout cela en faisant en sorte que chaque habitant, chaque commerçant, chaque travailleur, chaque client, puisse utiliser le mode de déplacement qu'il souhaite, y compris la voiture, en fonction des circonstances de son déplacement.

Je souhaite dire à ce stade, et cela a été un peu caricaturé, que je trouve très réducteur de toujours opposer la voiture et le vélo. Il y a plusieurs modes de déplacement et nous pouvons tous, au cours d'une même journée, être des utilisateurs multiples. Il ne s'agit pas de l'automobiliste contre quelqu'un d'autre car l'automobiliste sorti de sa voiture est un piéton qui peut ensuite prendre les transports en commun. C'est un combat collectif que je vous engage à mener.

Je parlais des différents modes de déplacement car la question des transports en commun retient aussi mon attention particulière. La motion de l'opposition pointe une inefficacité actuelle des transports en commun et relève que cela empêche ces derniers d'être une solution alternative pleinement satisfaisante pour les habitants. Ce vrai, mais que faire pour améliorer cette efficacité ? Rajouter de manière coûteuse des véhicules, des chauffeurs qui viendront eux-mêmes s'engluer dans les embouteillages ? Le pari est de donner la priorité à ce mode de transport. C'est aussi le sens de ce plan. Dans mon esprit, le plan mis en œuvre dans la phase-test n'est pas un plan anti-voiture. Au contraire, il faut dissuader les voitures superflues dans le quartier pour permettre à nouveau aux habitants, aux commerçants et aux travailleurs de circuler avec moins de contraintes. La situation avant la mise en place du plan, le 15 juillet, n'était pas non plus idéale. Si on ne faisait rien, il y avait un risque important que tout le trafic soit quotidiennement bloqué par une congestion généralisée des rues et des avenues.

La phase en cours est une phase-test. Donne-t-elle pleinement satisfaction ? Non car il y a des congestions dans les bords de maille. Il faut trouver des solutions. Certains trajets sont vraiment trop rallongés, des exemples ont été cités, il faut trouver des solutions à cela aussi. Les trajets au sein même du quartier sont trop difficiles. De même, des gens doivent aussi pouvoir se déplacer sur de courtes distances, au sein même du quartier, comme les livreurs. Il faut trouver des solutions pour qu'on ne soit pas obligé de retourner en bord de maille et obligé de revenir par un autre endroit, ce qui est vraiment trop pénalisant.

Enfin, on constate aussi le non-respect de certaines indications de sécurité routière. Cela a aussi été dit par l'Echevine et par les intervenants : il y a eu un brouillage total dans la communication, dans la mise en place du plan à cause des interventions parallèles menées par la Région à la rue des Deux Gares, au bout de la rue Bara, au bout de la rue des Vétérinaires et sur le carrefour Kuborn. Ces interventions n'étaient pas prévues, ce qui a compliqué fortement à la fois notre message à destination du public et la fluidité du trafic sur ces axes. Le Collège a déjà mis en demeure la Région d'apporter des corrections et restera très attentif sur ce point.

La demande et la revendication principale sont de mener un moratoire. Un moratoire, Qu'est-ce qu'un moratoire ? C'est le report de la mise en vigueur d'un plan. J'estime que cette proposition est pas adaptée car le principe du « stop and go », on s'arrête et on repart, ne permet pas d'avancer de manière efficace. Aussi, plus personne n'y comprendra rien. Par contre, sans revenir sur l'entièreté des mesures proposées, je pense qu'un certain nombre de choses très concrètes ont été développées par les membres du Conseil, que le Collège peut faire siennes.

Les choses concrètes :

- c'est de mettre en place un certain nombre d'outils pour ne pas attendre la fin de la phase d'évaluation fixée à un an.
- c'est, dès maintenant, de mettre en place un comité avec les habitants et autres acteurs du quartier pour faire en sorte d'avoir des interlocuteurs structurés. Il n'y a rien

de plus difficile pour le Collège que d'avoir une discussion avec de nombreux habitants, ce qui n'est pas le cas lorsqu'il y a des représentants structurés.

- c'est de mettre en place, dès maintenant, des rencontres avec les habitants pour effectuer un monitoring permanent des mesures prises.

- c'est de donner des instructions à un comité technique en l'associant à tous les partis du Conseil communal, en ce compris ceux de l'opposition, preuve de l'ouverture du Collège, de sa transparence.

Je souhaite aussi ajouter que la phase initiale du test était prévue pour un an, c'est trop long par rapport à ce qui a été exprimé. On se laisse désormais un délai de trois mois pour faire une évaluation définitive et obtenir, sans tabou, l'évaluation du plan qui a pour objectif principal d'améliorer la qualité de vie dans le quartier, même s'il faudra encore procéder à des améliorations, ce dont le Collège est bien conscient.

Voilà, Mesdames Messieurs, les quelques éléments que je pouvais vous donner. Pour concrétiser ces engagements pris par le Collège en réponse aux interpellations du Conseil, je propose de les formaliser dans un amendement aux deux motions déposées.

Monsieur AMARA, représentant des habitants, commence par un geste fort et, selon lui, nécessaire en déchirant le texte de la proposition faite par Monsieur le Bourgmestre-Président et distribué à l'instant en séance.

Il s'exprime ensuite en ces termes :

De heer AMARA, vertegenwoordiger van de inwoners, begint met een krachtig en, naar zijn mening, noodzakelijk gebaar met het verscheuren van de tekst van het voorstel van de burgemeester-voorzitter dat zojuist in de zitting werd uitgedeeld.

Vervolgens spreekt hij in deze termen:

« J'aimerais caractériser de façon plus juste et plus objective les problèmes actuels du plan. Vous parlez de manque d'information, de problématique relative à la communication. Manifestement, il n'en est rien, puisque les gens n'ont tout simplement pas été informés, pire, ils subissent maintenant les conséquences indésirables et néfastes du plan. Lorsque vous dites, qu'il s'agirait uniquement de consulter certaines personnes pour trouver des points d'agencement objectifs, il n'en est rien ! Ce que demandent les gens, ici présents, c'est un moratoire et uniquement un moratoire. Les gens ici présents, ne vont pas subir la continuité de cette double peine qui caractérise déjà la politique interne de la Commune d'Anderlecht. Vous dites, Monsieur le Bourgmestre, ne pas vouloir faire subir cette double peine, en vous intéressant concrètement au bien-être de vos concitoyens.

Mais que vous demandent vos concitoyens ? Ils vous demandent une chose : un moratoire et rien d'autre !

Lorsque vous parlez de transformation multimodale, effectivement, il y a des modes diversifiés de circulation à l'intérieur d'une commune aussi riche, aussi diversifiée,

aussi multiculturelle qu'Anderlecht. Ces personnes ne l'ont jamais nié, ces personnes utilisent les vélos et les transports en commun ou encore, sont des piétons, sauf que ce que ces personnes demandent, ici et maintenant, c'est un moratoire ! Ces personnes subissent concrètement les conséquences indésirables et néfastes de ce « shift modal » qui n'a absolument pas été conclu avec elles. Il n'y a pas eu d'implication de leur part, ce pourquoi 6.000 personnes se sont opposées formellement en signant une pétition. Ces personnes ont pris le temps de prendre connaissance des différentes mailles. Vous parlez actuellement de cinq mailles, imposées à l'échelle de la Région Bruxelloise, il y en a cinquante-cinq au total monsieur le Bourgmestre ! Vous rendez-vous compte du processus d'imposition autoritaire que ces gens vont devoir subir ? Vous rendez-vous compte de votre proposition ? La seule proposition que vous faites, c'est une concertation plus fluide, une réévaluation objective, sauf que l'objectivité factuelle qui devrait finalement ajuster votre décision, c'est celle d'écouter ces personnes, c'est-à-dire, revenir concrètement sur la planification de l'ensemble et arrêter de vous déresponsabiliser en considérant que c'est le problème de la Région. Non, ce n'est pas la Région qui vous impose ! La Région planifie et c'est vous qui coordonnez l'aménagement du plan, au niveau de votre commune, au niveau de votre territoire !

Vous avez donc une responsabilité directe dans ces aménagements. Monsieur le Bourgmestre, nous avons effectivement prévu ce raccourcissement de l'évaluation, j'en parle dans mon interpellation. Nous avons également prévu ces axes symboliques, cette politique de la réévaluation permanente qui ne conduit jamais à une représentativité active des demandes des concitoyens. Ce que ces personnes demandent, c'est que vous les représentiez, et cette représentation passera uniquement par la voie du moratoire et par rien d'autre. Vous parlez d'évaluation objective, mais ces personnes sont clairement en capacité de définir un périmètre d'évaluation objectif. Maintenant, vous pouvez descendre dans le quartier et demander à tous quels sont les effets néfastes et les incuries concrètes que ce plan engage au quotidien de ces personnes. Vous pouvez aussi en faire abstraction, et raccourcir le temps d'évaluation et cela règlera le problème. Pourquoi ? Par ce que vous pensez que les personnes vont se calmer. Ce que vous planifiez là, c'est une guerre d'usure Monsieur le Bourgmestre et cette guerre d'usure c'est vous qui allez la perdre ! Savez-vous pourquoi ? Par ce qu'il y a une échéance électorale en octobre 2024 ; c'est très proche !

Le raccourcissement du processus d'évaluation n'a une seule et unique utilité, c'est de vous permettre de vous en sortir. Mais nous n'accepterons pas ce raccourcissement du processus d'évaluation. Savez-vous pourquoi ? Par ce que nous allons attendre cette année, mais pas passivement, Monsieur le Bourgmestre. Nous allons continuer à lutter, à résister, à manifester, chaque semaine, chaque jour, pour vous faire comprendre que ce plan n'est pas un plan d'aménagement du territoire adapté pour ces personnes !

Je tiens à rappeler une dernière chose, lorsque vous parlez de consultation. Des consultations ont eu lieu avec la police et les pompiers, mais quelles ont été les conclusions, les différents rapports remis ? Avez-vous réellement une pleine adhésion de la police et des pompiers à l'aménagement proposé ? Je ne le pense pas. Le

directeur de l'hôpital Saint-Jean dit et reconnaît lui-même qu'il ne s'agit pas uniquement d'une réévaluation nécessaire mais qu'il faut mettre un terme à ce plan car on met en danger la vie des gens.

Nous demandons l'avis de Monsieur AKOUZ et de l'ensemble des Conseillers communaux du « Parti socialiste » qui se considèrent comme étant les alliés naturels des personnes issues des quartiers populaires. Nous voulons les entendre et connaître leur position en tant que Conseillers communaux. »

Monsieur le Bourgmestre-Président répond que la réflexion menée à Anderlecht, ne se fait pas qu'à Anderlecht, pas qu'à Cureghem, mais bien d'une manière assez globale sur le territoire régional.

G. VERSTRAETEN, s'exprimant en français, a entendu de la part du Collège qu'il veut que tout le monde se sente respecté, qu'il veut faire part d'humilité mais, franchement, il est clair que les citoyens de Cureghem, en ce moment ne se sentent pas respectés. Dire que le problème est une faille de communication, une faute d'explication, ne montre pas de respect envers les citoyens de Cureghem. Il n'y a pas eu de communication du tout, ni d'explication préalable. Si Monsieur le Bourgmestre-Président dit que la proposition d'un moratoire n'est pas adaptée, alors il est clair que, à travers le vécu des citoyens interpellant aujourd'hui, ce n'est pas le moratoire qui n'est pas adapté, c'est le plan « Good Move » qui n'est pas adapté au quartier. Arrêtez avec cela ! Si on veut vraiment respecter les citoyens de Cureghem, il faut un moratoire maintenant. Il faut recommencer du début, tout arrêter. S'il n'y a pas eu de concertation, s'il n'a pas été tenu compte des habitants du quartier, il faut tout stopper et recommencer.

Il ne faut pas essayer de dire qu'il y a eu une vraie concertation, il n'y en a pas eu, tout simplement. Comme cycliste sans permis de conduire, G. VERSTRAETEN dit qu'opposer la voiture et le vélo n'a pas de sens. Le fait d'avoir compliqué la fluidité du trafic de voitures dans le quartier lui rend la vie plus dangereuse en tant que cycliste à certains endroits. C'est exactement la même chose que l'on a fait avec les bacs à fleurs de la rue Brognez il y a plusieurs mois : il s'est longtemps plaint en disant en répétition qu'il était dangereux d'y passer à vélo car il ne voit plus le trafic venir de l'autre côté. Il devait faire un slalom entre ces bacs. C'était clairement dangereux et les habitants n'y étaient pas favorables non plus. On les a laissés en place pendant des mois. Quelle est donc la conception du Collège en matière de respect du quartier et de ses habitants ? Ils sont aujourd'hui ici, ils ne demandent qu'une seule chose, or, dire que l'on va juste un peu améliorer la consultation est futile puisqu'il n'y en a pas eu jusqu'à maintenant !

G. VERSTRAETEN comprend entièrement que les citoyens de Cureghem n'ont pas confiance en cela. En fait, le Collège les entend mais ne les écoute pas. La seule chose qu'il engendre c'est grandir la méfiance en la politique, la méfiance dans la démocratie locale, état d'esprit qui existait déjà auparavant. C'est probablement la première fois que le quartier c'est uni avec une telle force, qu'il est venu devant le

Conseil avec une simple question demandant juste la réponse « oui ». Et le Collège dit « non » ! G. VERSTRAETEN ne voudrait pas être à la place du Collège à cet instant.

F. CARLIER clame que les réponses du Collège ne satisfont personne, bien au contraire. Elles prouvent que le Collège n'a rien compris aux attentes de la population, en parlant de « blocs de béton peu esthétiques » par exemple. Mais le vrai problème est que les rues sont bloquées ! Les habitants ne veulent pas de quelque chose de plus joli, ils veulent simplement qu'on rouvre leurs rues. On parle de faille dans la communication, mais ce n'est pas faute d'avoir prévenu le Collège à moult reprises. On propose une mise au point dans trois mois, mais n'a-t-on pas encore compris que les gens sont à bout ? Ils n'en peuvent plus de ce labyrinthe truffé d'obstacles. Ils veulent que cela cesse maintenant. Aujourd'hui, sentant une réelle pression populaire, c'est la première fois que vous ne répondez pas en riant au nez de l'opposition. Vous annoncez votre réponse rédigée par votre troisième chef de cabinet, à croire que même eux se fatiguent de vous. De la gare du Midi au Vogelenzang, de Bizet à Moortebeek, vous ennuyez les Anderlechtois. C'est votre seule réussite et je ne vous en félicite pas.

G. VAN GOIDSENHOVEN dit avoir pris connaissance de la motion de la majorité qui semble être sortie comme un lapin d'un chapeau, motion qui n'a d'ailleurs pas été soumise aux Conseillers avant l'ouverture de la séance et qui constitue, effectivement, on l'a compris, une tentative désespérée de trouver une échappatoire et de maintenir envers et contre tout un plan aujourd'hui mort.

Nous assistons aujourd'hui à un ratage historique car la population, quelle que soit ses opinions politiques, nous a tendu la main non seulement sur la question de la mobilité mais aussi sur tout le reste. C'est un contrat de confiance que l'on pouvait construire aujourd'hui sur la mobilité, peut-être, mais aussi sur la sécurité, la propreté et l'avenir de ce quartier ! Et plutôt que de bâtir là-dessus, tous ensemble, on effectue une pirouette pour essayer de s'en sortir ; ce n'est pas à la hauteur. Au fond de son cœur G. VAN GOIDSENHOVE le sait, le Collège le sait, tous le savent ici, cette motion tente d'empêcher le vote par rapport à la volonté commune d'établir un moratoire demandant de mettre un terme immédiat au plan. Ici, maintenant, on veut éviter ce vote en prenant les habitants pour des gens qui ne comprennent rien. Le texte proposé en séance n'est d'ailleurs pas un amendement puisqu'il est clairement écrit « motion » en tête du document. Il ne considère pas qu'il s'agit d'un amendement et donc le texte présenté est plus que contestable. Par conséquent, il demande que la motion du groupe « MR » puisse être votée en toute transparence. Si ce n'est pas possible, une fois de plus on assistera à un déni de démocratie.

C. DIEELIS s'offusque que la population de Cureghem soit victime de la même arrogance, du même sectarisme, du même mépris, dont l'opposition est victime depuis quatre ans de la part de l'échevine de la mobilité. On nous a ri au nez chaque fois que l'opposition posait des questions. Souvent, le Collège a regroupé les interpellations des Conseillers car on ne voulait pas leur répondre. C. DIEELIS dit avoir travaillé avec

Monsieur le Bourgmestre-Président pendant six ans quand il était échevin et lui demande sincèrement de réfléchir, ce soir, car il risque de mettre le feu dans ce quartier ! Ce soir il va peut-être prendre une responsabilité, aussi lourde qu'il ne l'a jamais prise. A un moment donné, il faut penser à l'intérêt général avant l'intérêt de son parti et avant l'intérêt de sa majorité.

Il n'est pas là pour mettre de l'huile sur le feu, il essaye juste de calmer les choses mais il voudrait que la Secrétaire communale f.f. acte que Monsieur le Bourgmestre-Président n'a pas condamné l'attitude complètement hallucinante d'un Conseiller communal ce soir, en la personne de L. MOSTEFA. Si cela avait été un Conseiller de l'opposition qui avait fait la même chose, Monsieur le Bourgmestre-Président aurait porté plainte. C'est scandaleux et il demande que cela soit acté officiellement au registre de la séance !

G. BORDONARO s'indigne car cette motion présentée par le Collège est une insulte. Pour preuve, on la découvre ce soir même, ce qui donne l'impression que cela a été fait en vitesse pour essayer de « faire passer la pilule » ; car telle est la stratégie ! On va donc discuter, on va donc essayer de se réunir, mais surtout la stratégie est d'étouffer la mobilisation et d'étouffer la réelle démocratie. La vraie démocratie c'est la mobilisation citoyenne. Quand on parle de communication, de mieux informer les habitants, il faut se demander si le Collège est autant déconnecté de la réalité que cela !? Cela n'est pas possible. Que faut-il de plus pour que le Collège comprenne que les habitants ne veulent pas de ce plan, pour mille raisons tout à fait louables. Que faut-il de plus pour qu'il comprenne et écoute ces personnes ? A ce jour, il y a 1.500 signatures sur papier, mais surtout 6.000 signatures faites en ligne.

Les citoyens se mobilisent en masse aujourd'hui, c'est historique. G. BORDONARO n'a jamais vu cela à Anderlecht. A un moment, le Collège doit savoir prendre ses responsabilités, mettre son égo de côté et accepter qu'il a fait une erreur et arrête le plan dit « apaisé ».

Le Collège propose une évaluation dans trois mois, mais l'évaluation est là dès ce soir, les habitants font l'évaluation ce soir ! On peut attendre trois ou quatre mois mais l'évaluation est déjà faite. Que veut le Collège de plus ? Ce sont les citoyens eux-mêmes qui sont venus faire l'évaluation et vont revenir car l'évaluation sera permanente. G. BORDONARO conjure Monsieur le Bourgmestre-Président de demander l'arrêt du plan et veut un vote nominatif sur la motion du groupe « PTB ».

Monsieur le Bourgmestre-Président dit que l'évaluation permanente réclamée par G. BORDONARO est précisément proposée par le Collège, puisqu'il a dit qu'on allait mettre en place un groupe de travail entre les services en charge de la « Mobilité ». Début de la semaine prochaine, des réunions seront initiées entre les Conseillers et les services spécialisés pour faire l'analyse des modifications que l'on pourrait mettre en place directement et, dans maximum trois mois, ...

Le public crie « Non, non » et exhorte M. AKOUZ à donner son avis.

Het publiek roept "Nee, nee" en dringt er bij M. AKOUZ aan op zijn mening.

Monsieur le Bourgmestre-Président reprend en clamant que la démocratie requiert un certain formalisme. Il faut que chacun puisse assumer ses prises de positions mais il ne faut pas délibérer sur la pression d'une foule, quelle que soit sa composition. Il ne tolère pas que le public invective de manière directe l'un ou l'autre des Conseillers car ce n'est pas comme cela que fonctionne une démocratie et ose le terme de « démocratie apaisée ».

A entendre cela, le public chahute plus fort et exige le vote nominatif.

Bij het horen hiervan gaat het publiek harder tekeer en eist een nominatieve stemming.

Monsieur le Bourgmestre-Président poursuit en disant que le groupe « PS-Vooruit-Le Engagés » s'est exprimé et que le groupe, dans son ensemble, a pris une position.

Tout comme le scandale le public, G. VAN GOIDSENHOVEN, G. BORDONARO et C. DIEELIS exigent un vote nominal sur leurs motions car le Collège y est obligé, il ne faut pas la leur faire à l'envers ! G. VANGOIDSENHOVEN clame que c'est du jamais vu ! Qu'il ne s'agit pas d'un amendement proposé par le Collège, mais bien une motion car il est écrit motion sur le document !

Monsieur le Bourgmestre-Président dit que les conditions ne sont pas réunies pour délibérer sereinement et veut voter sur l'amendement déposé et qui vise à remplacer la motion.

G. VAN GOIDSENHOVEN s'insurge et crie que c'est de la tricherie, de la dissimulation, que c'est anti-démocratique ! Son groupe ne participera plus aux travaux ! Le document présenté par le Collège n'est pas un amendement mais une motion, qui plus est, qui n'a pas été rentrée dans les délais conformément aux règles. Il souhaite le vote sur la motion et rien que cela ! Jusqu'il y a quelques minutes les Conseillers n'ont même pas été informés du document présenté par le Collège.

G. BORDONARO ajoute que si Monsieur le Bourgmestre-Président tient à faire respecter la démocratie, il doit montrer l'exemple en votant sur les motions introduites par l'opposition.

Le ton monte encore plus et le débat s'envenime très rapidement sur la notion d'amendement et de motion, et sur le vocable utilisé.

De toon werd nog feller en het debat escaleert snel over het begrip tussen amendement en motie en de gebruikte bewoordingen.

J.-J. BOELPAEPE demande l'avis de la Secrétaire communale f.f. sur la légalité de ce que Monsieur le Bourgmestre-Président est occupé à faire car ce n'est pas légal !

G. VAN GOIDSENHOVEN s'offusque du fait que la Commune d'Anderlecht devient une république bananière.

Monsieur le Bourgmestre-Président martèle qu'on va voter nominalement sur l'amendement du Collège suite à la motion du groupe « MR ».

Le public et l'opposition confondus crient répétitivement « Non, non, non – respect, respect, respect » !

Zowel het publiek als de oppositie herhaaldelijk roepen "Nee, nee, nee – respect, respect, respect" !

Monsieur le Bourgmestre-Président dit à G. VAN GOIDSENHOVEN qu'il est député et sénateur et lui demande si oui ou non, un amendement se vote avant une motion ?

G. VAN GOIDSENHOVEN dit que s'il introduisait de la sorte un amendement dans une autre enceinte, on le lui jetterait à la figure en rétorquant qu'il n'est pas écrit amendement sur le document ! C'est n'importe quoi, sur le fond et sur la forme. C'est un scandale.

C. DIEELIS fulmine et clame que Monsieur le Bourgmestre-Président a juste peur. Aussi, il demande si, après le vote sur l'amendement, Monsieur le Bourgmestre-Président s'engage à voter nominalement sur la motion déposée ?

Monsieur le Bourgmestre-Président répond que si l'amendement est adopté, on votera sur la motion amendée, oui bien sûr.

Dans un chahut de réprobation C. DIEELIS rétorque que la motion du groupe « MR » a été déposée avant le texte proposé par le Collège ? Il demande une suspension de séance ainsi que l'avis de la Secrétaire communale f.f. qui est la garante de la légalité et qui prendra sa responsabilité personnelle si jamais la légalité n'est pas respectée. C'est une réalité et il est en droit de le demander en tant que Conseiller communal. Le Bourgmestre-Président est soumis à la loi.

Monsieur le Bourgmestre-Président dit que c'est lui qui préside et c'est lui qui fait la police de la séance.

G. VAN GOIDSENHOVEN dit que c'est un coup de force.

G. VERSTRAETEN dit que cela fait des mois que les Conseillers ont tenu une réunion relative à la modernisation du Règlement d'Ordre intérieur du Conseil communal. Il y a assisté tout comme G. VAN GOIDSENHOVEN et G. BORDONARO mais il n'y avait personne de la majorité, ils y avaient pourtant été invités mais n'étaient pas présents. Les chefs de groupes de l'opposition ont alors dit que ce genre de pseudo-amendement n'était plus acceptable. C'est une technique qui ne peut plus passer, c'est un processus totalement différent de l'amendement. Par ce moyen détourné on vise à remplacer complètement un texte initial par un nouveau texte qui ne reprend pas un seul mot du texte initial, cela pour ne pas devoir voter les motions de l'opposition. De cela, il en a ras-le-bol, il en a marre !

G. BORDONARO embraye sur ces mots en ajoutant que le texte proposé par le Collège ne vaut rien !

Le public exulte et enrage, le chahut est indescriptible !

Het publiek wordt gek en woedend, het tumult is onbeschrijfelijk!

Monsieur le Bourgmestre-Président propose un vote nominal sur l'amendement.

C. DIEELIS crie que le groupe « MR » déposera plainte à la Région et demande une suspension de séance pour que la légalité soit motivée par la Secrétaire communale f.f. Il demande à Monsieur le Bourgmestre-Président s'il refuse que la Secrétaire communale f.f. valide son interprétation, sa conception, de la Loi communale ?

Les cris sont tellement forts en salle que le débat n'est plus audible.

Er wordt zoveel geschreeuwd in de zaal dat het debat niet meer hoorbaar is.

Monsieur le Bourgmestre-Président répète que c'est lui qui a la police de la séance et argumente que, selon l'article 27 paragraphe d. du Règlement d'Ordre intérieur du Conseil communal, on vote d'abord sur l'amendement puis sur la motion.

G. BORDONARO, parmi d'autres, répète avec insistance que ce n'est pas un amendement.

Monsieur le Bourgmestre-Président demande à la Secrétaire communale f.f. de procéder au vote nominatif.

Cette dernière s'exécute avec grande peine pour le premier nom car le bruit ambiant ne permet pas d'entendre l'appel nominatif ni les résultats donnés par les membres du Conseil.

Deze laatste doet het met grote moeite voor de eerste naam, omdat het omgevingslawaai het niet toelaat de oproep of de door de gemeenteraadsleden gegeven resultaten te horen.

A. EL BOUJDAINI ne comprendra jamais pourquoi, à Anderlecht, on demande aux Conseillers de voter nominalement toutes des choses de niveau international, qui n'ont rien à faire avec la Commune, alors que, quand on demande une seule chose pour la Commune, on le leur refuse !

Le public manifeste virulemment son adhésion à ce propos.

Het publiek reageert zeer positief op deze uitspraak.

Monsieur le Bourgmestre-Président dit que si on ne laisse pas l'assemblée délibérer dans le calme, il mettra un terme à la séance.

Madame la Secrétaire communale f.f. relance le vote nominatif.

De waarnemend gemeentesecretaris heropent de nomionale stemming.

Alors que tout le monde crie et proteste fortement, G. VAN GOISDENHOVEN demande que, dans ce cas, on suspende la séance.

Le public scande « Démocratie, démocratie, démocratie » !

Het publiek schreeuwt "Democratie, democratie, democratie" !

Monsieur le Bourgmestre-Président lève la séance, définitivement.

Le public demande à répétition la démission de Monsieur le Bourgmestre-Président.

Het publiek vraagt herhaaldelijk om het aftreden van de heer burgemeester-voorzitter.